

ARRÊTÉ DREAL N° 70-2025-10-24-00007

EN DATE DU 24 OCT. 2025

**levant la mise en demeure prise à l'encontre de la société Faurecia
à MAGNY-VERNOIS**

**Le préfet de la Haute-Saône
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

VU

- le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6 à 8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- le code de justice administrative ;
- le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- le décret du 23 juillet 2025 nommant M. Serge JACOB, préfet de la Haute-Saône ;
- le décret du 24 avril 2024 nommant Mme Annick PÂQUET, secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Saône ;
- l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 10 novembre 2020 portant autorisation environnementale relative à l'exploitation par la société FAURECIA Sièges d'Automobiles d'une installation de production de mousses, implantée sur le territoire de la commune de Magny-Vernois ;
- l'arrêté préfectoral n° 70-2024-06-11-00004 du 11 juin 2024 portant mise en demeure de la société Faurecia pour son site implanté sur la commune de Magny-Vernois ;
- l'arrêté préfectoral n° 70-2025-09-01-00001 du 1^{er} septembre 2025 portant délégation de signature à Mme Annick PÂQUET, secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Saône ;

- les constats effectués sur site, le 11 février 2025 et le 16 octobre 2025, par l'inspection des installations classées ;
- les rapports de l'inspection des installations classées des 14 mars 2025 et 21 octobre 2025, transmis à l'exploitant les 25 mars 2025 et 21 octobre 2025 ;

CONSIDÉRANT

- que la visite du 11 février 2025 a mis en évidence que les valeurs limites d'émissions sont désormais respectées pour le paramètre COVNM, au niveau de l'oxydateur thermique et la ligne 9 retouche, et que la valeur limite d'émission concernant la vitesse d'éjection de la ligne 9 retouche est également respectée ;
- que la visite du 16 octobre 2025 a mis en évidence que la vitesse d'éjection de la ligne 8 respecte désormais la valeur limite d'émission ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – LEVÉE DE LA MISE EN DEMEURE

L'arrêté préfectoral n° 70-2024-06-11-00004 du 11 juin 2024 portant mise en demeure à la société Faurecia à Magny-Vernois de respecter les dispositions de l'article 3.2.4 et 3.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 novembre 2020 est abrogé.

ARTICLE 2 – NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société Faurecia.

ARTICLE 3 – VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

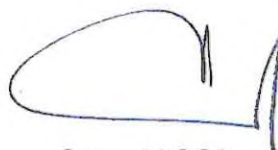
Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Besançon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 4 – EXÉCUTION ET AMPLIATION

La secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Saône, le sous-préfet de Lure, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Bourgogne – Franche-Comté et la maire de la commune de Magny-Vernois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie du présent arrêté leur sera adressée.

Fait à Vesoul, le 24 OCT. 2025



Serge JACOB